

## **Annexe 1 au contrat portant sur la sécurité et la confidentialité des systèmes d'information et des données**

### **1. PROPRIETE DES INFORMATIONS ET DETOURNEMENT DE FINALITE**

Les informations fournies par France Travail et/ou créées pour son compte restent la propriété de France Travail. L'utilisation qui en est fait par le Titulaire est soumise à l'accord préalable de France Travail.

Sauf mention écrite contraire, les informations fournies par France Travail ne doivent pas être cédées à un tiers sans son accord exprès.

Aucun autre traitement que ceux prévus ne doit être exécuté sur les informations fournies par France Travail ou leurs résultats. Tout traitement doit être adapté au but pour lequel il a été mis en place

### **2. ENGAGEMENTS DE SECURITE GENERALE**

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations communiquées par France Travail ou traitées pour le compte de France Travail.

Il veille notamment à assurer :

- la confidentialité des informations en empêchant leur divulgation à des tiers non autorisés ;
- l'intégrité des informations en empêchant leur modification ou destruction en dehors du cadre du marché public, et ce de façon intentionnelle ou accidentelle ;
- la disponibilité des informations, leur conservation et la disponibilité des systèmes d'information utilisés dans le cadre de la prestation ;
- la traçabilité des opérations et de l'origine des données.

Dans ce cadre, les mesures de sécurité mises en œuvre par le titulaire doivent répondre aux exigences de sécurité de France Travail et faire l'objet d'un accord préalable entre les deux parties. Le Titulaire met à disposition de France Travail les politiques et procédures de sécurité mises en œuvre pour assurer le respect de l'exécution de ces dispositions. France Travail aura au préalable évalué le niveau de sensibilité des informations et en informera le Titulaire.

### **3. SECURITE MATERIELS/LOGICIELS**

#### **A. SECURITE PHYSIQUE**

Le Titulaire s'assure que des mesures suffisantes ont été mises en œuvre en matière de sécurité et sûreté physique sur le site hébergeant les données de France Travail (protection du site et sécurité des accès, sécurité électrique et système de climatisation, etc.) afin de garantir la protection des données (notamment contre le vol).

#### **B. HEBERGEMENT D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES**

Les données confidentielles de France Travail hébergées chez le Titulaire sont isolées des données lui appartenant ou appartenant à des tiers et ne sont pas accessibles par des tiers. Le stockage des données est sécurisé par un chiffrement desdites données.

#### **C. GESTION DE LA CAPACITE**

De manière proactive, le Titulaire supervise l'utilisation des ressources informatiques utilisées et informe immédiatement France Travail d'éventuels problèmes de capacité qui pourraient apparaître au cours de l'exécution du marché public.

#### **D. GESTION DES VULNERABILITES**

Le Titulaire met en œuvre une politique pour protéger les ressources informatiques utilisées contre les programmes malveillants et garantit le maintien des conditions de sécurité de ces ressources, en particulier *via* les mises à jour de sécurité (correctifs).

Pour ce faire, le Titulaire met en œuvre :

- des procédures de distribution des signatures antivirales ;
- des procédures d'analyse et de déploiement des correctifs de sécurité ;
- des procédures de remontée et d'analyse des virus et malware détectés.

De plus, un système de filtrage des codes malveillants (virus, vers, etc.) doit être mis en place entre le Titulaire et France Travail. Toute alerte, provenant de ces systèmes, est remontée à France Travail.

Dans le cas de données du Titulaire transmises à France Travail, le Titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour éviter l'introduction de tout programme malveillant dans le système d'information de France Travail et adopte les mesures adéquates s'il constate l'existence d'un tel programme malveillant. À cet effet, le Titulaire réalise tous les tests adéquats et s'engage à contrôler les éléments informatiques préalablement à leur livraison à France Travail.

En cas d'introduction d'un programme malveillant, le Titulaire et France Travail collaborent afin d'en déterminer l'origine et d'en supprimer les conséquences.

#### **E. GESTION DES CHANGEMENTS**

Le Titulaire respecte pour la planification des interventions et les changements (mise à jour logicielle ou matérielle, etc.) effectués sur les ressources informatiques utilisées les conditions suivantes :

- être réalisée dans les plages d'intervention préalablement convenues avec France Travail ;
- être communiquée à France Travail pour information ;
- être documentée et programmée ;
- comporter un plan de retour arrière.

Tout changement modifiant le contexte de sécurité de France Travail doit faire l'objet d'un accord préalable du RSSI de France Travail.

#### **F. EXISTENCE DE SAUVEGARDE**

Le Titulaire assure la sauvegarde des informations de France Travail qu'il traite dans son système d'information, de manière à permettre la restauration du service et des données, notamment en cas d'incident de sécurité sur ces données.

#### **G. SECURITE DES SAUVEGARDES DE DONNEES CONFIDENTIELLES**

Dans le cas des sauvegardes des données confidentielles de France Travail effectuées par le Titulaire, le Titulaire réalise des sauvegardes sous réserve que le mode de duplication ait été agréé par France Travail.

Il doit protéger les sauvegardes comme les éléments originaux, afin d'éviter toute possibilité d'accès, fortuit ou intentionnel, par des tiers ou des employés non autorisés.

Les conditions de restitution de ces sauvegardes à France Travail ou de destruction par un mode agréé par France Travail, sont prévues dans la convention, en accord préalable avec France Travail.

Les supports magnétiques amovibles contenant des données de France Travail doivent être identifiés, protégés contre tout accès non autorisé et périodiquement inventoriés.

### **4. INTERCONNEXION**

#### **A. CLAUSE GENERALE**

Le type d'interconnexion entre le Titulaire et France Travail est adapté à la sensibilité des données échangées et peut nécessiter des mesures de protection des échanges spécifiques (sécurisation SSL/HTTPS, certificats/VPN, liaison dédiées, etc.).

L'exigence minimale de sécurité de France Travail pour les échanges (authentification et transfert de données) avec le Titulaire est une réalisation des échanges au moyen d'un protocole sécurisé (par exemple SSL/HTTPS, etc.).

Le descriptif de l'interconnexion technique (incluant les aspects sécurité) et une matrice de flux entre le Titulaire et France Travail sont établis et validés par les deux parties.

## **B. ACCES AUX APPLICATIONS INTERNES DE FRANCE TRAVAIL**

L'accès par le Titulaire aux applications internes de France Travail ne peut se faire qu'à travers la passerelle de sécurisation définie au catalogue de solutions d'architecture technique de la DSI de France Travail.

## **5. DISPONIBILITE - CONTINUITE D'ACTIVITE**

Le Titulaire doit être en mesure d'assurer la continuité des prestations du marché public en cas de sinistre majeur. Pour ce faire, le Titulaire doit présenter ou décrire à France Travail son plan de secours en cas de sinistre pouvant affecter les travaux réalisés pour France Travail.

Des tests réguliers doivent être menés par le Titulaire pour vérifier la validité du plan de secours informatique et des sauvegardes. Les résultats (partiels) de ces tests pourront être demandés par France Travail dans le cadre du suivi de la bonne exécution du marché public.

## **6. ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE DU TITULAIRE**

### **A. CLAUSE GENERALE**

Le Titulaire s'engage pendant toute la durée d'exécution du marché public à respecter les règles suivantes :

- n'utiliser les documents ou informations de France Travail qu'aux fins exclusives de réalisation de la prestation ;
- ne pas divulguer les informations de France Travail sauf accord préalable et écrit de France Travail ;
- ne pas faire, ni laisser faire de communication publique ou privée, écrite ou orale, mentionnant tout ou partie desdites informations sauf accord préalable et écrit de France Travail ;

Le Titulaire se porte garant du respect de cette obligation par ses préposés/intervenants. Il s'engage à porter à la connaissance de ses préposés les obligations de confidentialité auxquelles ils sont tenus et prend toutes les mesures nécessaires à leur respect.

### **B. DEFINITION**

Toute information de France Travail échangée dans le cadre du marché public doit être considérée comme « confidentielle » par le Titulaire sauf cas contraire dûment précisé par Pole emploi.

Les informations confidentielles portées à la connaissance du Titulaire peuvent regrouper les informations visuelles ou orales, documents et données de quelque nature que ce soit et quel qu'en soit le support (physique ou électronique).

### **C. DUREE DE LA CLAUSE**

Le Titulaire s'engage à faire respecter par son personnel/intervenant les clauses de confidentialité formalisées dans le présent marché public. L'obligation de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

## **7. ACCES LOGIQUE**

### **A. DONNEES CONFIDENTIELLES**

L'accès aux données confidentielles de France Travail est soumis à l'autorisation préalable de France Travail.

Tout accès logique à des données confidentielles de France Travail doit être soumis à une authentification préalable.

Lorsque l'authentification se fait par mot de passe, celui-ci doit rester confidentiel. Tout comme l'identifiant, il est personnel, unique et inaccessibles. La construction de l'authentifiant (le mot de passe) doit garantir un niveau de robustesse suffisant. À titre d'exemple, les critères suivants sont considérés comme sécurisés par France Travail :

- avoir une longueur minimale de 8 caractères ;
- être composé de caractères appartenant aux trois classes suivantes : lettres (a...z et A...Z), chiffres (0...9) et caractères spéciaux (&@à(|...);
- être différent des 5 mots de passe précédents. ;
- être changé au moins tous les 90 jours.

Le contrôle d'accès logique aux données confidentielles de France Travail doit permettre de distinguer les différents types d'accès (lecture, mise à jour, exécution) et garantir que les données ne sont accessibles qu'aux seules personnes préalablement autorisées.

### **B. DONNEES NON CONFIDENTIELLES**

L'accès aux données non confidentielles de France Travail ne nécessite pas une authentification préalable. L'accès à ces données est cependant soumis à l'accord préalable de France Travail.

### **C. CAS D'UNE COMMUNICATION APPLICATION A APPLICATION (ACCES A DES SERVICES INTERNES)**

En cas de mise en œuvre d'une communication application à application, les services internes France Travail sont exposés au Titulaire au travers de l'infrastructure sécurisée définie au catalogue des solutions d'architecture technique de la DSI France Travail. Une authentification forte est requise. Les modalités pratiques de déclinaison de ces principes sont adaptées au cas par cas en fonction des contraintes identifiées.

## **8. GESTION DES INCIDENTS ET REMONTE DES PLAINTES ET DES FAILLES DE SECURITE**

Le Titulaire doit prendre les dispositions pour limiter le nombre et les impacts des incidents de sécurité SI et mettre en place les circuits d'alerte, de traitement et de reporting associés. Ces dispositions doivent être formalisées dans un processus de gestion des incidents et être partagées entre le Titulaire et France Travail pour permettre un retour à un service nominal dans les meilleurs délais.

Ces procédures doivent notamment prévoir les mesures de lutte contre la fuite d'information en cas d'incident impactant des données confidentielles.

Si l'incident engendre un risque de sécurité important pour France Travail, il doit faire l'objet d'une notification sans délai au RSSI de France Travail.

Le Titulaire communique à France Travail la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement, ainsi que toute plainte qui lui serait adressée par tout individu concerné par le traitement réalisé au titre du marché public. Cette communication est effectuée dans les plus brefs délais et au maximum trente-six heures après la découverte de la faille de sécurité ou suivant réception d'une plainte.

## **9. LOCALISATION DES DONNEES**

Le Titulaire héberge, traite et fait transiter les données à caractère personnel de France Travail sur le territoire des états membres de l'Union européenne et au sein des pays reconnus comme adéquats par l'Union européenne (cf. liste des pays autorisés sur le site internet de la CNIL).

## **10. SOUS-TRAITANT**

Lorsque le Titulaire a recours à des sous-traitants, il en informe France Travail et lui fournit la liste des destinataires des données en précisant la géolocalisation de l'hébergement des données. Le Titulaire s'engage à reporter dans les engagements qu'il contracte avec des sous-traitants les obligations qui lui incombent au titre du marché public, notamment l'obligation de localisation de l'hébergement et du transfert des données de France Travail sur le territoire des Etats membres de l'Union européenne ou au sein des pays reconnus comme adéquats par l'Union européenne.

Le Titulaire reste responsable vis-à-vis de France Travail de l'exécution de ses obligations contractuelles.

## **11. GESTION DE FIN DE LA PRESTATION**

Au terme de la durée d'exécution du marché public, ou en cas de résiliation, le Titulaire et ses éventuels sous-traitants ou fournisseurs restituent sans délai à France Travail l'intégralité des informations, notes, documents, logiciels et plans remis dans le cadre du marché et certifient par écrit à France Travail ne pas avoir conservé d'informations.

De plus, le Titulaire s'engage à ne plus utiliser les données, informations, documentations techniques, référentiels qui lui ont été confiés par France Travail au cours de l'exécution du marché.

## **12. AUDITABILITE**

### **A. TRAÇABILITE SUR LE TRANSFERT DES DONNEES**

Le Titulaire est tenu d'assurer la possibilité de garder de manière exploitable, sur une durée de six mois les données lui permettant de contrôler la réception et l'exploitation des données transmises par France Travail. Les traces doivent comporter *a minima* : nature, référence, et horodatage. France Travail peut lui demander de transmettre ces traces pendant toute la durée d'exécution du marché public.

### **B. TRAÇABILITE DE LA NATURE ET DE L'ORIGINE DES ACCES POUR DES DONNEES CONFIDENTIELLES**

Si des données confidentielles sont concernées, le Titulaire est tenu de garder de manière exploitable, sur une durée d'un an la trace des actions réalisées dans son système d'information sur les ressources informatiques utilisées dans le cadre du marché public à des fins de contrôle et de preuves. Les traces doivent comporter *a minima* : nature, référence, et horodatage.

Il s'agit notamment de pouvoir fournir à France Travail les données permettant de contrôler la nature et l'origine des accès aux données de France Travail, particulièrement les accès en modification.

### **C. AUDIT ET CONTROLE DU TITULAIRE**

Le Titulaire assure un suivi permanent de son niveau de maîtrise des risques et du respect des politiques et règles de sécurité applicables sur le périmètre du marché public, y compris auprès de ses propres sous-traitants.

Le Titulaire effectue périodiquement des revues pour vérifier la conformité avec le présent marché public.

En cas d'incident de sécurité avéré ou bien d'alerte identifiée dans le cadre de l'exécution du marché public, le Titulaire autorise France Travail à réaliser un audit. L'audit pourra être mené, y compris dans

les locaux du Titulaire, *par des visites programmées*, afin de vérifier notamment que les procédures de maîtrise des risques liés aux systèmes d'information prévues au marché sont respectées.

### **13. INTERLOCUTEUR SECURITE**

Pour faciliter le suivi des aspects sécurité et notamment des engagements sécurité liés au marché public, un contact privilégié doit être identifié chez le Titulaire. A France Travail, le RSSI fait office de point de contact sécurité, avec possibilité de délégation.

Des comités de suivi spécifiques aux aspects sécurité pourront être organisés à la demande de France Travail ou du Titulaire, si le besoin est identifié pendant la durée d'exécution du marché public.

De la même manière, à la demande de France Travail ou du Titulaire, des indicateurs de sécurité pourront être définis et mis en œuvre (après validation par les deux parties).